

Yemaya

No. 5

LETTRE DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE

DÉCEMBRE 2000

Editorial

Bonne année à toutes et à tous !

Dans ce numéro, vous trouverez, comme pour les précédents, des articles sur un certain nombre de pays. L'un des thèmes communs et majeurs est la nécessité de protéger et de bien gérer la ressource et de faire participer les femmes à cette entreprise. Margaret Nakato, de l'Ouganda, parle de son groupe de femmes qui veulent « veiller maternellement » sur le Lac Victoria. Pour réduire les niveaux d'exploitation qu'il subit, ce groupe cherche à promouvoir des pratiques de pêche durable et à diversifier l'activité.

L'article sur le Sri Lanka nous présente des femmes qui créent un comité de gestion du lac qui les fait vivre. Et pour les membres de l'Association d'entraide des pêcheurs côtiers de Penang (PIFWA), en Malaisie, il s'agit de réhabiliter la mangrove.

En prévision de l'Assemblée constituante du Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (WFF) qui allait se tenir du 2 au 6 octobre 2000 à Loctudy, France, des femmes de la pêche de diverses parties du monde ont mis en commun leurs préoccupations. Dans ce document, elles réclament pour leurs communautés littorales un accès prioritaire à la ressource et la mise en place de systèmes de cogestion favorables à une exploitation durable de la ressource. Et elles prennent soin de ne pas séparer la revendication de



Pages Intérieures

Malaisie.....	2
Inde	3
Sri Lanka	4
France.....	5,6,6
Pays-Bas.....	8
Chili	10
Courrier....	11,12

droits et les responsabilités que cela entraîne pour les communautés. L'accent est également mis sur une approche communautaire de la gestion des pêches qui intègre aussi bien les préoccupations des femmes que des hommes et leurs rôles respectifs.

Il y a aussi la résolution signée par des femmes d'un certain nombre de pays après que l'Assemblée constituante de Loctudy, France, eut donné naissance à deux forums de pêcheurs artisans.

On lira aussi le courrier des lectrices et le commentaire sur une vidéo qui, dans une perspective ethnographique, montre comment un groupe de femmes cherche à se lancer dans l'élevage de moules et huîtres.

Nous avons ajouté, chaque fois que possible, les adresses des personnes qui ont écrit les articles afin que vous puissiez éventuellement prendre contact avec elles.

Le prochain numéro de YEMAYA devrait paraître dans le courant du mois de mars 2001. Il faudra que les prochains articles nous parviennent en février. Il serait bon également de réagir au Courrier des lectrices.

Asie/ Malaisie

Se former mutuellement

Les membres de l'Association d'entraide des pêcheurs côtiers de Penang (PIFWA) qui ont participé récemment à un séminaire (In the Hands of the Fishers) organisé dans la province de Trang, en Thaïlande, estiment qu'ils ont beaucoup appris.

par P. Balan, conseiller de la PIFWA

Les choses se sont déroulées du 6 au 9 novembre 2000, avec des participants venus du Viet-Nam, de Malaisie, d'Indonésie, de Thaïlande. Il y avait six pêcheurs de la PIFWA. C'est l'association Yadfou, de Trong, qui avait organisé cette rencontre avec l'appui du Mangrove Action Project (MAP).

Les objectifs étaient les suivants :

- Permettre aux pêcheurs de la région d'échanger leurs idées et leurs expériences afin de pouvoir mieux lutter contre les méthodes de pêche destructives qui mettent en danger les moyens d'existence des communautés de pêcheurs.
- Prendre connaissance d'études de cas relatives à la cogestion des ressources littorales sur une base communautaire.
- Proposer, en matière de diversification des activités, des idées qui pourraient être adaptées et adoptées par des individus ou des groupes afin d'améliorer le niveau de vie et le bien-être des communautés.
- Mettre en réseau les groupes de la région pour diffuser l'information et le savoir-faire et apporter un appui pour une gestion durable des ressources du littoral.

Nous avons beaucoup appris sur le travail des femmes. Au cours d'une visite sur le terrain dans les villages de Ban Laem Makham et Ban Toh Ban, on nous a montré comment des groupes de femmes se sont renforcés grâce à la mise en place de centres d'objets artisanaux qui permettent d'améliorer les revenus. En confectionnant ces objets sur place à partir d'une matière première renouvelable disponible sur place, les femmes contribuent à stabiliser le tissu familial et social traditionnel.

On a vu les multiples usages qu'on peut faire du *nipah* (*Nipa fruticans*), un arbre qui se trouve en abondance chez nous aussi à Penang. Le *nipah* pousse sur des sols humides et on peut utiliser ses feuilles, son écorce et ses racines. Il serait bon que nos femmes exploitent cette possibilité.

Nous avons pu constater que les choses marchaient bien pour ces femmes des communautés de Trang. C'est ce qui nous a motivés pour essayer de mettre en route un projet semblable. Nous vous tiendrons informés de la progression.



Pour marquer la Journée mondiale de la pêche, nous avons organisé un reboisement en palétuviers à Sungai Chenaam, Seberang Perai Selatan et Penang. Une bonne partie de la mangrove a déjà été détruite par des organismes publics ou des intérêts privés pour établir des sites aquacoles. Or l'état de la ressource est aussi conditionné par l'état de la mangrove. Sachant que c'est de leurs moyens d'existence qu'il s'agit, les hommes et les femmes des villages de pêcheurs ont bien accueilli cette initiative.

(pour contacter P. Balan, faire pifwa@hotmail.com)

Asie/ Inde

Vivre avec ses dettes

Selvaraji, une vendeuse de poissons du Kérala, Inde, s'entretient de son existence et ses problèmes avec Indu M G du Centre de documentation de l'ICSF à Chennai. Extrait :

Je m'appelle Selvaraji, de Vizhinjam. Nous sommes ici depuis dix-huit ans. Mon mari est pêcheur et nous avons quatre enfants, deux garçons et deux filles.

Avant je m'occupais de la maison, mais depuis trois ans je vais au port car ça devenait trop difficile. J'achète et je vends du poisson au marché. Ce que je gagne sert pour la famille. Avec ce que ramène mon mari il

n'y aurait pas assez pour envoyer les enfants à l'école et pour les autres nécessités.

Je quitte habituellement la maison à 5 h du matin. J'achète le poisson, je le nettoie, je le mets dans la glace. Je suis au marché à 8 h. Les clients arrivent vers 10 h 30. Si le poisson se vend vite, je suis de retour à la maison à midi. Sinon je reviens vers 14 h, avec le poisson invendu dans la glace.

Quand les arrivages sont faibles, je dois partir au port dès 2 h du matin pour pouvoir acheter. Je le nettoie et le mets dans la glace, avant de revenir à la maison vers 5 h du matin. Il n'y a pas le temps de dormir un peu, car je dois balayer, faire la vaisselle et le reste. Je repars au port vers 9 h et j'attends le tempo (petit véhicule de transport) qui nous conduira au marché avec notre marchandise.

Quand les arrivages sont abondants, je sèche et je sale le poisson. Tant qu'il n'est pas vendu et que je n'ai pas mes sous, je n'ai pas l'esprit tranquille. Tant qu'il n'y a pas de vente, les sous sont toujours au fond de l'eau.

Quand j'achète pour 1 000 roupies (une roupie = 0,15 centimes) de poisson à la criée, je paie 20 Rs de taxe, et 10 Rs vont à l'église et 5 par panier pour ceux qui les chargent dans le tempo. Un bloc de glace coûte 25 Rs. Cela fait déjà 60 Rs. Si j'achète pour 2 000 Rs, j'en ai pour 120 Rs. Après il faut transporter le poisson au marché. Que l'on soit 3 ou 4 ou 7 vendeuses, c'est 40 Rs par tempo. Et chacune paie sa part. Au marché on verse un droit de place de 5 Rs par panier, que le panier soit bien plein ou à moitié vide. Si on ne paie pas on se fait insulter.

Les autres dépenses accessoires s'élèvent à 150 Rs. Je dois revendre 2 500 Rs le poisson acheté 2 000 Rs si je veux avoir un surplus d'environ 300 Rs, qui me servent à rembourser ma dette. Sinon c'est ma dette qui continue à augmenter.

Je suis vendeuse de poisson depuis trois ans, mais je ne travaille pas avec mon argent. J'ai dû aller voir un blade (prêteur) et je suis endettée maintenant depuis près de deux ans. Voilà ce qui s'est passé. J'avais sur moi 5 000 Rs qui étaient à quelqu'un d'autre. Dans un bus j'ai perdu cet argent, je ne sais trop comment. Pendant quatre jours je n'ai rien mangé, ne sachant plus du tout comment faire pour rendre cette somme. Quelqu'un m'a parlé du prêteur. J'ai emprunté 5 000

Rs. Il m'a donné seulement 4 500 car la différence c'est pour les intérêts à 10 pour cent.

J'ai ensuite emprunté 500 Rs à une autre femme pour que je puisse rembourser les 5 000 Rs. Je devais rendre 70 Rs chaque jour pendant environ 80 jours. C'était très difficile. Donc pour rembourser j'ai encore une fois emprunté 5 000 Rs. Cela faisait en tout 10 000 Rs. La semaine dernière, le prêteur est venu demander son argent. Je lui ai dit que je ne pourrais pas le lui rendre immédiatement, mais que je le ferais petit à petit. Un jour mon mari a ramené 400 Rs, et tout a servi pour rembourser. Maintenant il y a encore tout le reste !

Quand je serai débarrassée de ces emprunts, je ne retournerai plus voir les prêteurs. Ça m'a créé beaucoup trop d'ennuis. Il y a des jours où je fais de l'argent en vendant mon poisson. Si je n'avais pas tout ça à rembourser, j'aurais pu mettre quelques sous de côté. Je me rends compte que ça ne m'a pas avancé d'emprunter. Je suis plus pauvre, c'est tout.

Quand je me suis mise à vendre du poisson, j'avais quelques sous de côté. Mais mon mari et un fils sont tombés malades, et tout cet argent est parti. C'est à partir de là que j'ai commencé à aller voir les prêteurs. Sans ces emprunts j'aurais pu avoir 5 000 Rs d'économies aujourd'hui. Alors que je ne peux même pas réparer mon toit de chaume.

Ma mère était aussi vendeuse de poisson. C'est pour cela que moi aussi je me suis lancée là-dedans. Les femmes ont intérêt à faire du commerce. Même si elles ne gagnent pas grand chose, c'est toujours ça, qui s'ajoute à ce que ramène le mari. Et il y a des femmes qui n'ont plus leur mari. A Vizhinjam beaucoup sont devenues veuves très tôt. Alors elles vont vendre du poisson pour gagner leur vie et élever leurs enfants.

Autre chose, avant que je devienne vendeuse, je devais tenir compte de tout ce que disait mon mari. J'entends les autres vendeuses dire la même chose. Alors on se dit que c'est parce qu'on n'apportait pas d'argent qu'on devait écouter nos hommes. Aujourd'hui je travaille en fait plus que mon mari, et je suis capable de lui faire comprendre la valeur de ce travail. J'ai suffisamment confiance en moi-même maintenant. Quand nous parlons entre femmes nous voyons mieux le fil de notre vie. Dans le secteur, la plupart des femmes sont vendeuses de poisson. Personne peut nous battre à ce commerce.

Asie/ Sri Lanka**La solution se trouve en nous....**

Des femmes ont pris l'initiative de contribuer à une meilleure gestion du lac où elles trouvent leurs moyens d'existence

par Geetha Luckmini, formatrice à la NAFSO (National Solidarity Fisheries), Sri Lanka

Parakrama Samudra, autrement dit la Mer de Parakrama, est l'une des principales réserves d'eau continentales du projet de développement du Mahaweli, dans le district de Polonnaruwa, au Sri Lanka. Elle fait vivre plus de 500 familles de pêcheurs. Le Bandiwewa est l'un des sept petits lacs de l'ensemble Parakrama Samudra. On y compte 75 familles de pêcheurs et 40 embarcations traditionnelles. La production moyenne varie entre 800 et 1 000 kg par jour. Des personnes qui font un petit commerce de poisson viennent de Ratnapura et d'Ampara pour s'y approvisionner.

« Nous sommes une famille de pêcheurs. Avant on gagnait assez pour couvrir les besoins du ménage. Avec ce qu'on prenait chaque jour, on pouvait mettre un peu d'argent de côté en prévision de l'avenir et des urgences. Mais ça c'était avant, lorsque le lac était bien géré », dit Vineetha, une femme qui va pêcher sur la Mer de Parakrama avec son mari.

Avant la coopérative assurait bien la gestion de la ressource. Ses membres s'imposaient ordinairement un maillage supérieur à 8-9 cm. Mais les choses ont changé. « La coopérative n'existe plus, détruite par la politique. Des politiciens sont en effet intervenus pour empêcher l'arrestation de certains adhérents qui pêchaient illégalement. Des gardes-pêche ont été menacés dans l'exercice de leur fonction, et plusieurs ont été mutés ailleurs tout simplement parce qu'ils essayaient d'appliquer le règlement. Ces gens en avaient marre, et les adhérents aussi ».

La plupart des adhérents étaient pour le respect de la réglementation. « Mais il y a une minorité contre laquelle on ne peut rien car elle bénéficie d'appuis politiques solides. Ils coupent des arbres dans le bassin versant, ils braconnent dans la forêt. Qu'est-ce qu'on peut faire puisque ce sont les hors-la-loi qui font la loi ? Ils utilisent des maillages de 5 ou 6 cm alors que la dimension réglementaire est de 8-9 cm minimum. Ils se servent aussi de seines de plage et de nappage monofil bien que ce soit interdit sur le lac ».

A mesure que les captures diminuaient, que la taille du poisson était de plus en plus petite, les revenus des familles ont évidemment chuté. Elles ne parviennent plus à vivre uniquement de la pêche. Heureusement les pêcheurs ont bien pris conscience de la nature de leur problème et de la nécessité de s'organiser à nouveau.

« Nous avons parlé des problèmes et de leurs causes. Nous savions que la solution était entre nos mains. Si les hommes ne faisaient rien pour changer les choses, nous les femmes devons passer à l'action. Car lorsqu'ils ont faim c'est vers nous que les enfants viennent. C'est pas avec nos larmes qu'on va les nourrir, il faut aussi des sous. Je pars à la pêche en même temps que mon mari à 7 h du soir et je reviens vers 7 h du matin. Si tout le poisson n'est pas vendu frais, je dois sécher le reste ». Malgré tout, à eux deux ils gagnent seulement entre 100 et 150 Rs par jour. Cela donne à peine de quoi manger.

Vineetha faisait partie du comité de l'ancienne coopérative chargée de gérer les ressources du lac. Elle est maintenant membre fondatrice du nouveau comité de gestion qui a été mis en place dans le cadre de la NAFSO.



« Les poissons qu'on prend maintenant sont très petits. Il en faut 10-14 pour faire un kilo. Ça nous attriste d'attraper ces petits. Avant, quand le lac était mieux géré, il suffisait de 2 ou 3 pour faire le kilo. C'est bien la preuve que la ressource a attrapé un sacré coup : notre gagne-pain est menacé. Il y a surexploitation, c'est sûr ! Et c'est bien pour ça que je milite dans ce nouveau comité de gestion, malgré toutes les menaces que nous recevons de la part d'hommes de main de

certaines politiques. Qui d'autre va se charger de protéger le lac ? Nous avons commencé à appliquer les nouvelles mesures de gestion en juillet 2000. Et nous constatons déjà un certain progrès ».

Récemment le comité de gestion, appuyé en cela par la NAFSO et les sœurs franciscaines, a organisé une rencontre avec des décideurs politiques. Le vice-ministre des pêches et du développement des ressources aquatiques, le coordinateur du projet du Mahaweli, le commissaire aux coopératives, le responsable du service de vulgarisation des pêches de Polonnaruwa, l'inspecteur des pêches et un certain nombre d'autres fonctionnaires étaient là. Et plusieurs femmes de la pêche, parmi lesquelles Vineetha, ont vivement exprimé leurs inquiétudes sur la mauvaise gestion du lac.

Quatre ont été choisies pour participer au comité de coordination, dont Vineetha pour la communauté de Bandiwewa. « Nous avons besoin d'une structure officielle pour protéger notre lac, dit-elle. C'est pour cela qu'on a redémarré la coopérative. Maintenant nous comptons bien sur l'inspecteur des pêches pour travailler avec nous à la sauvegarde de la ressource ».

Et voici maintenant quelques propos de son mari : « Je ne suis pas très instruit. Je ne participe pas tellement à ces activités de gestion, d'organisation. Chez nous c'est Vineetha qui milite pour ça. Le village a compris qu'elles font du bon travail. Je suis fier d'avoir une femme comme ça : une bénédiction pour la famille, mon fils et ma fille ! C'est une chance aussi pour tout le village et la Mer de Parakrama ».

Les femmes comme Vineetha trouvent le temps de nourrir leur famille et de militer pour une saine exploitation des ressources du lac grâce à la nouvelle coopérative et au comité de gestion. Il faut absolument que les femmes participent aux processus décisionnels car elles ont donné la preuve que l'exploitation durable de la ressource, la protection des moyens d'existence de leur communauté et le bien-être de tout le monde c'est leur affaire.

(Pour contacter Geetha Luckmini faire nafsol@slt.lk)

Europe/ France

Une approche communautaire...

Danièle Le Sauce, présidente de la Branche française du Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (WFF), avait réuni dans un document de travail un certain nombre de thèmes qui ont été discutés à l'Assemblée constituante de Loctudy, France, en octobre 2000.
Extrait :

L'Assemblée Constituante du Forum Mondial des Pêcheurs et Travailleurs de la Mer, programmée en Bretagne entre le 2 et 6 octobre prochain, est la mise en place officielle du Forum. A cette occasion, les femmes doivent y participer et s'assurer que les enjeux qui leur tiennent à cœur soient abordés et pris en compte.

Notre première réflexion a été d'intégrer tous les mouvements de femmes de la filière pêche à travers le monde pour une participation nombreuse et un partage d'expériences diversifiées.

La parité demandée (un homme/une femme) dans les délégations qui vont venir devra permettre de sortir d'une approche purement économique pour intégrer un cadre social, familial, communautaire et culturel.

Les systèmes actuels de gestion des pêches et les pratiques afférentes n'accordent guère d'importance aux problèmes ou aux intérêts particuliers des femmes, mais il est temps aujourd'hui de jeter un autre regard sur les communautés du Nord et du Sud et les personnes (hommes/femmes) qui dépendent les unes des autres et se soutiennent mutuellement pour défendre leurs intérêts. On doit opter pour une approche communautaire qui reconnaisse l'importance de chacun et chacune afin d'augmenter le poids des communautés dans les négociations avec les pouvoirs politiques et économiques.

La place des femmes et leurs formes de mobilisation sont très diverses selon les pays mais la reconnaissance de leur rôle contribuera à la mise en œuvre de politiques de pêche moins agressives et plus durables. On n'a pas le droit d'affaiblir le secteur en le divisant et en mettant les hommes d'un côté et les femmes de l'autre, quand on sait que de plus en plus de pêcheurs artisans du Nord et du Sud doivent abandonner le métier sous l'effet de politiques gouvernementales qui favorisent les intérêts de la pêche industrielle.

L'Union des Communautés Littorales, par le biais du Forum, va revendiquer en premier lieu un droit d'accès prioritaire à la ressource pour les communautés littorales.

Les enjeux demandés aux organisations de femmes ont fait l'objet d'avis et suggestions de votre part qui ont été répertoriés sous forme de 7 grands thèmes : citoyenneté, participation professionnelle et politique, représentativité, développement durable (utilisation durable des ressources, menaces qui pèsent sur le développement des activités des communautés), conditions de travail, valorisation du savoir faire, accès au crédit, tourisme destructeur, protection de l'environnement côtier, accès à la santé, accès à l'éducation, rendre les groupes durables.

Europe/ France

Les femmes acceptent de travailler ensemble

Le 6 octobre 2000, à Loctudy, France, l'Assemblée constituante de WFF donnait naissance à deux structures distinctes : le Forum mondial des pêcheurs artisans (WFF) et le Forum mondial des populations de pêcheurs (WFFP). A la suite de cette scission, un certain nombre de participantes ont, ce même jour, signé la déclaration suivante :

Dans les objectifs que le Forum mondial des pêcheurs artisans avait définis en 1997 à New Delhi en Inde, le troisième objectif est le suivant : « reconnaître, soutenir et améliorer le rôle des femmes dans la vie économique, politique et culturelle des communautés de pêcheurs ».

Cet objectif a été atteint par la participation de délégations paritaires de 34 pays. Dans les débats de cette semaine, les femmes de ces différents pays ont apporté une dimension supplémentaire, la dimension communautaire, en mettant sur la table des enjeux comme :

- La citoyenneté, la représentativité et la participation des femmes dans les organisations professionnelles ;
- La gestion durable des ressources ;
- Améliorer les conditions de travail et valoriser les savoir faire ;
- Améliorer l'accès au crédit ;
- Améliorer l'accès à l'éducation et à la santé ;
- Rendre les groupes durables.

Suite à la richesse des débats et des contacts de cette semaine, les femmes des communautés côtières du monde entier décident de travailler ensemble dans le but de « protéger leur mode de vie, défendre et améliorer le sort des communautés de la pêche pour assurer le développement social, culturel, environnemental, économique durable des communautés côtières ».



Les signataires de cette résolution venaient de pays très divers : Inde, Etats-Unis, Guinée-Conakry, Panama, Bangladesh, Sénégal, France...

Europe/ France

Le débat sur la parité hommes-femmes

Compte-rendu des échanges entre des femmes déléguées et Humberto Mella, ancien président de la CONAPACH (Chili) et membre du Comité de coordination de WFF, le lundi 2 octobre 2000, lors de l'Assemblée constituante à Loctudy, France.
Extrait :

Après le rappel par Danièle Le Sauce de l'acceptation et du respect du principe de parité hommes/femmes dans la représentation des pays membres du Forum mondial (art. 20 b du projet de Constitution), Humberto Mella, Président de la CONAPACH (Chili) et membre du Comité de coordination, propose de présenter sa propre vision de ce principe.

Humberto Mella: A la demande de la CONAPACH, j'ai travaillé avec Luisa Pineda, une femme de la pêche, sur le rôle des femmes dans la pêche. Pour moi la parité n'est pas un bon élément d'intégration des

femmes au niveau international. Leur reconnaissance passera plus par un travail en commun qui ne les placera ni derrière les hommes, ni devant, mais à côté. Mettre en place le principe de 50 % hommes/50 % femmes au nom de la parité équivaut à douter de la capacité des femmes qui dirigent beaucoup de communautés dans le monde.

Si les femmes sont réunies ce soir c'est parce que des femmes dirigent des communautés. Or, poser la question de la parité c'est prendre le risque d'entrer dans un processus de concurrence entre hommes et femmes qui empêcherait leur reconnaissance. Cet exemple peut être rapporté à celui de la parité entre pays du Nord et pays du Sud. Il a été très difficile de se mettre d'accord parce que nous avons des missions différentes du fait que nous avons des différences culturelles, que nous ne nous représentons pas les choses de la même façon. Nous devons aboutir à une vision commune pour arriver à une solution qui concerne les hommes, les femmes et les enfants.

Pauline Tangiora, présidente de l'Association Rongomaiwahine, déléguée de Nouvelle-Zélande
Je voudrais vous poser une question : qu'est-ce que vous appelez le Sud ?

Humberto Mella : Les pays pauvres.

Pauline E Tangiora : Les hommes doivent changer leur approche des rapports hommes/femmes sinon ils ne changeront pas. Il ne faut pas non plus diviser le monde en Nord=pays riches et Sud=pays pauvres. Car je viens d'un pays, la Nouvelle Zélande, qui est très au Sud mais assimilé aux pays du Nord. Je comprends que les hommes ne partagent pas les mêmes concepts que les femmes, mais je n'accepte pas pour autant que les hommes oppriment les femmes. Par exemple, c'est aux femmes de savoir si elles veulent une présidence ou une vice-présidence, et ce n'est pas au Comité de coordination composé presque entièrement d'hommes de faire des propositions au nom des femmes.

Mamayawa Sandouno, Association pour le développement de la pêche en Guinée : Puisqu'on parle de la parité, j'aimerais savoir si Humberto est d'accord ou pas d'accord ?

Humberto Mella : Pour moi la parité est plus que la duplication homme/femme. Si les femmes sont capables, si elles en ont la capacité, elles peuvent

occuper tous les postes qu'elles veulent. Dans ce cas, elles pourront prendre les 50% de la représentation, ou les 60 % ou les 70%...

Mamayawa Sandouno : Cela veut dire que s'il y a 8 places, il accepte qu'il y ait 6 places pour les femmes et 2 pour les hommes ?

Humberto Mella : Si vous pouvez les assumer, je suis d'accord. Les sociétés de pêche artisanale sont des sociétés matriarcales. Tout tourne autour de la femme ; quand il y a des enfants, ils se tournent vers la mère. Et toute mère de pêcheur est une femme. La parité peut créer un début de concurrence entre hommes et femmes dans la pêche artisanale.

Mamayawa Sandouno : Moi je suis loin de la philosophie parce qu'on peut y passer toute la nuit. Nous ne sommes plus dans cette approche de la relation entre hommes et femmes. Nous en sommes à l'égalité, à la parité. Conclusion : nous ne sommes plus dans une approche d'intégration des femmes à des processus de développement conçus par les hommes mais dans une approche de « genres ». Et la parité est indispensable.

Danièle Le Sauce : Pour que la parité marche, il faudra 50/50. Sinon, que ce soit dans un sens ou dans l'autre, cela ne marchera pas.

Gabriela Cruz Salazar, présidente de la FENACOPEC (Equateur)

Je partage l'avis d'Humberto. Mais c'est à nous les femmes de décider si nous devons avoir une présidence ou une vice-présidence. C'est d'équilibre entre hommes et femmes que l'on doit parler dans ce Forum, pas de pourcentage. Le concept de pays du Nord et pays du Sud ne doit pas exister. Nous sommes tous égaux.

Humberto Mella : Demain, il y aura une discussion en atelier. Cette discussion fixera les lignes directrices de la Constitution ?

Danièle Le Sauce : Qu'est-ce qui sera pris en compte : l'avis des ateliers ou l'avis du Comité de coordination ?

Christina Hunt (Canadian Council of Professional Fish Harvesters): Dans mon groupe, j'ai fait la proposition qu'il y ait 2 coordinateurs au Forum. Les hommes ont dit non. Ils veulent un coordinateur et un vice-coordinateur. Et vous savez très bien, et je sais très bien, que le vice-coordinateur sera une femme. Et

là, il y en aura un qui sera toujours derrière l'autre. Cela, je ne le veux pas. Je veux une co-présidence, l'égalité entre hommes et femmes.

Marie Ademar, présidente de l'Association Familiale Maritime de la Martinique: Il y a un mouvement en marche. Je ne veux pas la place de l'homme et je ne veux pas que l'homme prenne ma place. La parité ne veut pas dire que la femme prendra la place de l'homme. Humberto parle de société matriarcale dans la pêche artisanale. Justement, cette société nous a menés à la faillite.

Je vais imaginer ce que je dis. Si je suis mère, c'est par rapport à toi. Si tu es père, c'est par rapport à moi. C'est à deux que nous formons une force, cela forme un équilibre naturel. Il y a un petit enfant pour qui nous sommes maman/papa. Nous lui donnons tous les deux une éducation. Toi tu restes le chef de la famille. Tu as ta place au foyer. Moi je reste toujours la femme et j'ai ma place au foyer. Donc l'enfant a l'équilibre des deux parents. C'est comme cela que la société doit fonctionner pour être positive. Peut-être que je me trompe, mais Humberto n'a pas compris la parité. Il a peur que nous prenions sa place, alors que nous prenons seulement nos responsabilités.

Humberto Mella : Je ne suis pas en concurrence avec une femme ou avec un pays. La présidente de la Federación de Pescadores Artesanales est présidente parce qu'elle a les capacités pour être présidente. Je ne comprends pas cette demande d'une représentation à 50/50.

Alba Rosa Perez, déléguée du Panama : La parité signifie que nous avons, nous les femmes, les mêmes droits pour décider. Nous sommes des leaders. Au Panama, les femmes sont leaders des organisations de pêcheurs parce que les hommes ont compris que les femmes ont les mêmes capacités que les hommes. Cinq femmes sont présidentes de ces organisations et je suis la présidente de la Fédération nationale des pêcheurs artisanaux. Les femmes sont compétentes pour n'importe quel poste.

Humberto Mella : Merci de m'avoir écouté. Penser différemment ne veut pas dire nécessairement imposer son point de vue. Je vous respecterai comme si vous étiez ma mère.

Europe/Pays-Bas

Une ville bâtie sur du poisson

Urk est une localité de pêcheurs bien connue. Voici le témoignage d'une habitante qui compte vingt-cinq années de travail dans les ateliers de transformation.

par Cornélie Quist, membre de l'ICSF et représentante de Women in Fisheries Network pour les Pays-Bas

Notre localité est littéralement bâtie sur du poisson. Nous sommes corps et âme une communauté de pêcheurs. Il y a ici la plus importante flottille et la plus importante criée du pays, et tout naturellement un important secteur de la transformation, qui produit d'ailleurs uniquement pour la consommation humaine.

Il s'agit généralement d'entreprises de taille modeste. Les plus petites emploient une quinzaine de personnes, les autres entre 30 et 40. Quelques rares établissements ont environ 250 employés. Mes vingt-cinq années dans le métier je les avais passées jusqu'à présent dans de petites entreprises. Mais aujourd'hui je suis dans un gros établissement où les conditions de travail sont bien meilleures.

Dans les petits établissements on effectue surtout le premier stade de la transformation qui consiste à nettoyer le poisson, à enlever la peau et l'arête. Cette production est en grande partie achetée par les gros établissements qui effectuent une seconde transformation : produits élaborés prêts à consommer commercialisés par la grande distribution. Les gros établissements disposent du capital et des infrastructures nécessaires pour s'approvisionner à d'autres criées, aux Pays-Bas et à l'étranger. Les petites entreprises sont très dépendantes de ces grosses sociétés à la fois pour leur propre approvisionnement et pour leurs débouchés. C'est pour cela que les petites entreprises d'Urk sont vulnérables.

Socialement ce n'est pas tellement valorisant de travailler dans le poisson. Mais à Urk les choses sont différentes. Presque toutes les femmes d'ici ont passé au moins deux ans de leur vie dans les ateliers de transformation. Ici les femmes ne cherchent pas vraiment à rester longtemps à l'école. Dès l'âge de 15 ou 16 ans, elles commencent à travailler comme employées de marée occasionnelles. Il s'agit pour elles d'économiser un peu pour leur mariage et pour meubler

leur logement. Avec le système de la rémunération au rendement et des heures supplémentaires ces jeunes femmes pleines de vigueur peuvent se faire pas mal d'argent en peu de temps.

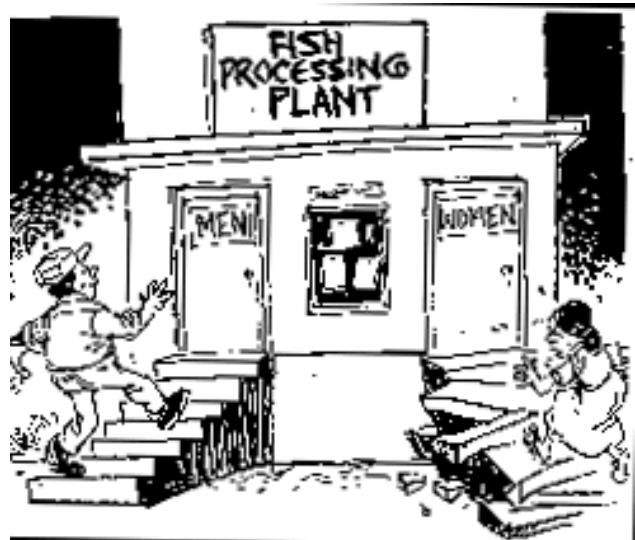
Ce régime de travail est pénible et elles ne tiennent que trois ou quatre ans. Après arrivent toutes sortes d'ennuis. Mais les femmes se marient tôt ici et elles ne tardent pas à avoir des enfants, ce qui met un terme à leur rythme de travail.

Les femmes mariées se font également embaucher comme occasionnelles, généralement pour quelques heures par jour. Leur but c'est de pouvoir s'acheter un objet convoité pour la maison ou se faire « de l'argent de poche », comme elles disent. Tout le monde se connaît ici. Quand les arrivages sont abondants, les entreprises appellent quelques femmes qui à leur tour contactent d'autres femmes. La main-d'œuvre nécessaire est ainsi vite recrutée.

Les femmes qui considèrent leur activité de transformatrice comme un vrai métier et leur principal gagne-pain, moi par exemple, ne sont pas très nombreuses. A vrai dire, ça se comprend car les conditions de travail ne sont pas faciles. Lorsque je travaillais dans les petits ateliers, il arrivait souvent qu'on nous renvoie à la maison faute de matière première. Et moi qui ne suis pas mariée, j'étais la première à en pâtir, parce qu'ils renvoient d'abord les femmes non mariées. Les contrats étaient temporaires et il n'y avait pas de salaire fixe.

Je sais que la situation n'a guère évolué. Depuis quinze ans je n'ai d'ailleurs pas constaté une vraie augmentation de salaire. Le travail est physiquement dur, monotone et stressant. Les absences pour cause de maladie sont fréquentes, et il n'y a aucune vraie possibilité de promotion.

Non, ce n'est pas la même chose pour les hommes. Car il y a des hommes qui font aussi ce travail. Mais on constate que leur emploi est plus souvent régulier, avec un contrat permanent. On considère en effet que c'est l'homme qui nourrit la famille. Parce qu'ils ont un emploi permanent, il leur est plus facile d'avoir une augmentation, une promotion, une formation. Toutes les personnes qui s'occupent des machines sont des hommes, toute la direction est masculine. C'est pour cela qu'ils ne nous écoutent pas quand on va se plaindre. Ils disent alors « qu'on pleurniche comme des femmes ».



A Urk, dans les ateliers de transformation, les gens ne sont pas en général syndiqués. Si c'était le cas, il y a de grandes chances que vous auriez du mal à vous faire embaucher ! Il semble que les syndicats ne font pas grand chose non plus pour pénétrer dans la ville. Une fois j'ai essayé de faire appel au syndicat, lorsque, une fois de plus, seules les femmes non mariées ont été renvoyées. Aux Pays-Bas, l'industrie de la transformation des produits de la mer est l'une des rares à être dépourvue de convention collective.

Disons quand même que dans les entreprises importantes les conditions de travail se sont améliorées. Là où je suis actuellement nous avons un comité des employés auquel nous pouvons nous adresser en cas de problème. Mais en tant que femmes nous avons encore des difficultés à ouvrir la bouche. Pour le moment il n'y a que des hommes à la direction.

Même si les grosses boîtes ont automatisé une bonne partie du travail, on a toujours besoin de beaucoup de bras pour apprêter le poisson frais. Et ici à Urk la main-d'œuvre chargée des opérations ordinaires reste très majoritairement féminine. Mais je pense que le recrutement ne va pas tarder à causer problème. La population a toujours des idées assez conservatrices sur les femmes. De plus en plus de femmes cependant ressentent le besoin d'une meilleure instruction, d'un meilleur emploi. Et dans la région il existe d'autres activités industrielles qui offrent de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires.

Les gens d'Urk ont la réputation d'être durs à la tâche, et ils sont donc bien cotés. J'ai entendu dire qu'ailleurs on trouve de plus en plus de travailleurs immigrés dans

ce secteur parce que les Hollandais rechignent désormais à faire ce travail. Je ne sais pas si ça va arriver aussi à Urk. Nous restons encore une communauté plutôt fermée.

Si les entreprises souhaitent conserver la main-d'œuvre du coin, il faudra qu'elles améliorent les conditions de travail et qu'elles écoutent les doléances des femmes. C'est ce qui se passe déjà dans les grosses boîtes. Cette évolution se fera sans doute au détriment des petits ateliers.

Pour contacter Cornélie Quist, faire cornelie.quist@wolmail.nl

Amérique Latine/ Chili

Vidéo

L'histoire d'un groupe de femmes qui se sont lancées dans l'élevage de moules et huîtres

par Debbie Guerra Maldonado, de l'Instituto de Ciencias Sociales de l'Universidad Austral du Chili

Son titre : *De mar y tierra : historia de un grupo de mujeres* (Terre et mer : l'histoire d'un groupe de femmes). Il s'agit d'une présentation ethnographique de CULTIMAR, une association locale de femmes de la pêche de la Région X, dans le sud du Chili. L'Agence canadienne de développement international, la Memorial University de Terre-Neuve et l'Universidad Austral du Chili ont contribué à sa réalisation.

CULTIMAR est basée à Caipulli, un village du district d'Ancud, dans la province de Chiloé, à l'est de la rivière Pudeto. Là deux cent personnes vivent de la cueillette d'une algue, de conchyliculture, de l'agriculture et de l'élevage. Au début des années 1980, le village qui était essentiellement agricole trouve dans l'exploitation d'une algue une source inattendue de revenus. Cela devient d'ailleurs le principal gagne-pain de la localité. Ce changement rapide est dû au « pelillo boom », le pelillo étant cette *Gracilaria* qui fait l'objet d'un nouveau commerce international dont tout la côte sud du pays va profiter.

CULTIMAR, la coopérative de production, a été créée en 1996. Une femme qui avait été très active dans le groupe des cueilleuses de pelillo avait suggéré de constituer une structure qui rassemblerait les femmes des membres du syndicat de Pudeto. « En 1996, nous

avons lancé CULTIMAR, dit-elle, car nous constatons que toutes les femmes étaient des ribereñas (personne qui vit près d'une rivière) et qu'elles avaient du mal à trouver un travail ». Auparavant elles étaient piégées dans leur train-train quotidien, et elles pouvaient difficilement diversifier leurs activités pour se faire de l'argent. La cueillette de l'algue leur rapportait bien peu. C'est ainsi qu'elles ont pensé à faire une demande de concession pour élever des moules (*Mytilus chilensis*).

L'association a commencé par lancer un appel pour trouver des adhérentes, par la radio locale notamment. Les femmes de Caipuli étaient prêtes : 36 d'entre elles, parmi lesquelles 5 qui étaient déjà syndiquées, ont adhéré. Aujourd'hui 8 femmes ont quitté, en partie parce qu'il n'y a pas eu de profits immédiats, en partie à cause des distances parfois longues à parcourir sur de mauvais chemins.

Les adhérentes de CULTIMAR ont effectué un stage en mytiliculture en novembre 1997 dans le cadre du soutien tripartite déjà cité. Il s'agissait avant tout de les familiariser avec cette activité, mais le programme a été aussi l'occasion d'un épanouissement personnel, d'un soutien mutuel, de rencontres intéressantes. L'existence de liens de parenté fréquents entre ces femmes a certainement facilité les choses. En novembre 1999, elles ont bénéficié d'un stage en ostréiculture et, en même temps, d'une subvention pour l'acquisition de matériel de première installation. Actuellement elles sont au premier stade du processus pour des moules et des huîtres.

Pour le moment la demande de concession auprès du sous-secrétariat à la pêche du ministère de l'agriculture et auprès de la Marine nationale traîne, à cause de la bureaucratie. Mais le groupe continue à fonctionner.

Cette vidéo raconte donc, témoignages de toutes les adhérentes à l'appui, l'histoire de CULTIMAR : les premiers changements, le processus de prise de conscience, le renforcement de la structure. Face à l'aggravation de l'amenuisement des diverses ressources, ces femmes ont cherché d'autres activités de production. La solution est apparue au sein d'une structure qui leur a donné la possibilité d'exprimer un esprit communautaire. Et elles ont trouvé là le moyen de se libérer et de s'affirmer.

La vidéo dure 50 minutes. Elle a été produite par trois étudiants de l'Universidad Austral du Chili, deux en

journalisme, l'autre en anthropologie. Les personnes intéressées par ce document peuvent prendre contact avec Gabriel Araya en faisant je munoz@entelchile.net ou Debbie Guerra : dguerra@uach.cl

Courrier/ Ouganda



Nous apprécions l'intérêt que Nalini Nayak, membre de l'ICSF, porte à notre projet de transformation du poisson à plus grande échelle. Nous avons pris note de sa mise en garde au sujet des dangers de l'entreprise si nous n'étions pas assez vigilantes.

Après avoir reçu l'avis d'un donateur potentiel les Femmes de Katosi qui pêchent sur le Lac Victoria avaient beaucoup d'espoir de pouvoir se lancer un jour dans cette activité. Tandis que nous nous préparions pour cela dans l'effervescence, on a brusquement interdit la pêche en Ouganda parce que certains utilisaient des poisons pour capturer le poisson. Des personnes ayant consommé un produit empoisonné avaient été malades, et il y a même eu des morts, dit-on. Et ce poison tuait aussi tout ce qui vivait dans l'eau. Il a fallu tout arrêter pour stopper cette pratique et piéger les coupables.

De cette situation les Femmes de Katosi et l'ensemble de la communauté ont beaucoup souffert. C'est le poisson qui sort du lac qui fait vivre tout le monde, qui permet d'acheter d'autre nourriture, des médicaments et tout ce qui est nécessaire. Pas de poisson, pas d'argent, pas à manger pour les familles. Ce sont les femmes qui étaient les plus affectées parce que ce sont elles qui ont la charge de donner à manger à la famille, d'assurer la bonne marche du ménage, de soigner les enfants quand ils sont malades. Nous parlions de tout cela dans nos réunions de quinzaine.

Nous cherchions comment sortir de cette situation catastrophique, et notre idée de faire de la transformation était toujours là. Mais les ateliers déjà installés n'avaient eux-mêmes plus assez de poisson. Leurs courtiers venaient à notre rencontre sur le lac tant la demande était forte. Les transformatrices n'avaient plus de travail, faute de matière première. Tout ce qui est disponible est acheté par les usiniers. Et le prix d'achat est tellement élevé qu'il ne reste plus guère de marge bénéficiaire aux femmes une fois qu'elles ont traité le poisson.

C'est à cause de tout cela que nous, les Femmes de Katosi, avons décidé d'attendre. Il y a certains problèmes à résoudre d'abord, s'occuper des niveaux d'exploitation de la ressource notamment. Si cela n'est pas réglementé, la ressource pourrait fort bien disparaître. Nous avons pris conscience de cela et des intérêts généraux de la communauté. Il n'y a pas, dans tout ça, que le profit

immédiat. Il faut que certains aillent de l'avant, prennent cette responsabilité et montrent l'exemple.

Alors nous avons pensé à diversifier nos activités traditionnelles. La terre est là qui n'est pas cultivée. Il faut l'utiliser pour faire pousser les choses, nous nourrir et réduire ainsi la pression sur le lac et la demande de poisson. Nous voulons veiller maternellement sur notre lac. On va essayer d'encourager l'usage d'engins de capture appropriés, d'arrêter les méthodes de pêche destructives. Nous devons montrer l'exemple à toute la communauté afin de protéger ce poisson qui nous fait vivre.

Lors de l'Assemblée constituante de WFF en France, j'ai rencontré P. Balan, conseiller coordinateur de l'Association d'entraide des pêcheurs côtiers de Penang, en Malaisie. Il m'a dit comment ils s'y prenaient pour nettoyer l'océan, pour réduire les quantités de méduses et améliorer l'état des ressources halieutiques. J'ai rencontré aussi Pietro Parravano, président de la Fédération des pêcheurs de la côte Pacifique, aux Etats-Unis. Ils utilisent des hameçons qui n'abîment pas le poisson. S'il est trop petit, on le remet à l'eau. Tout cela est bon pour la communauté et les générations futures. Notre association pourra s'inspirer de tout cela dans nos activités ordinaires. Récemment nous étions en train de nettoyer le site de débarquement, et maintenant on va s'occuper du lac.

Margaret Nakato

Katosi Women Fishing and Development Association, Ouganda
Pour les contacter faire kc@swiftuganda.com

Courrier/ Royaume-Uni

Chères amies,

L'Assemblée constituante du Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche, qui s'est tenue début octobre à Locudy, Bretagne, France, avait vraiment bien commencé, et on s'y est fait de nombreuses amitiés. Il faut sans doute déplorer cette scission entre les gens de l'hémisphère nord et ceux de l'hémisphère sud. Mais ces amitiés restent une chose importante, et j'espère qu'elles dureront. J'ai depuis reçu un bon nombre de messages par courrier électronique. Il s'agissait bien sûr de poisson et des soucis et des problèmes que tout le monde rencontre partout pour gagner sa vie. A cela s'ajoutait des anecdotes de la vie quotidienne, parfois des bonnes recettes pour la préparation du poisson.

Cela me fait penser qu'on pourrait faire un livre, qui aurait pour titre FISHNET, ce qui embrasse plusieurs choses à la fois... poisson, conversations sur Internet et avec les femmes (la plupart des correspondances, mais pas toutes, émanaient de femmes). J'aimerais bien poursuivre cette idée car ça permettrait d'ouvrir les yeux d'autres gens, pas seulement pour nous qui sommes du

milieu de la pêche. Ce serait aussi un moyen de nous rapprocher, par delà les océans, ce que nous n'avons pas réussi à faire à Loctudy. Après coup, par la petite porte peut-être !

J'espère que cela intéressera celles qui liront ce courrier dans YEMAYA, qui est un bulletin d'information international fort intéressant. On peut me contacter en tapant l'adresse suivante : jill.jago@virgin.net

Mes amitiés à toutes et à tous. Et j'espère qu'on va beaucoup cliquer sur « envoyer et recevoir » d'un rivage à l'autre à travers le monde.

Jill Jago

Jill Jago a été mariée à un pêcheur artisan des Cornouailles, en Angleterre. Elle a deux fils qui pêchent des coquillages dans cette même région. Elle a milité en faveur des pêcheurs et des populations de pêcheurs dans tout le Royaume-Uni. C'est une très bonne fileteuse, une très bonne cuisinière. Elle écrit aussi et a actuellement deux livres en chantier.

Publication

About Fishermen, Fisherwomen, Oceans and Tides : A Gender Perspective in Marine-Coastal Zones (Hommes et femmes de la pêche, océans et marées, questions de genres en zones littorales). Cet ouvrage se présente comme un outil conceptuel et méthodologique pour mieux intégrer les relations hommes-femmes dans les projets de développement des régions littorales. Il a été rédigé par Lorena Aguilar et Itzá Castañeda de l'UICN (Social Area and Wetlands and Coastal Zones Area regional Office for Mesoamerica – ORMA Social Policy Program, San Jose, Costa Rica 2000). Pour plus d'information contacter Itzá Castañeda en faisant itzac@infosel.net.mx

YEMAYA

Lettre de l'ICSF sur les Questions de Genres dans le Secteur de la Pêche

publié par le

Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche
27 College Road, Chennai 600 006
Inde
tél : 91 44 827 5303
fax : 91 44 825 4457
e.mail : icsf@vsnl.com

préparé par

Chandrika Sharma

traduction

Gildas Le Bihan-CRISLA, Lorient

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi les noms de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur ces questions de genres, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes dans ce domaine sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des `tranches de vie' racontant les efforts de ceux, hommes et femmes, qui militent pour une pêche durable et pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.